



NPA

L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT
est à nous

Dossier

**Écosocialisme
ou barbarie!**

Pages 6 et 7

n°187 - 21 mars 2013 - 1,20 €

www.npa2009.org

**Habemus
austeritas!**

À BAS HOLLANDE LE PAPE DE L'AUSTÉRITÉ

À peine 10 mois après son arrivée au pouvoir, Hollande et son gouvernement sont au plus bas dans les sondages. Pour y remédier, un tour de France de reconquête de l'électorat a commencé à Dijon la semaine dernière... tout en continuant la politique d'austérité et de régression sociale.

Selon la garde rapprochée de Hollande, la descente aux enfers dans les sondages serait due à l'incompréhension de la politique mise en œuvre... Un tour de France d'explications, de contact avec la population a donc commencé la semaine dernière à Dijon, ville de son ami Rebsamen, afin d'inverser la courbe. Vu le mécontentement face au bilan des dix premiers

mois, il n'est pas certain que les vertus de la pédagogie suffisent... Et le mécontentement et la colère populaire n'ont pas manqué de s'exprimer lors de cette première visite en région : un vrai fiasco ! La courbe de popularité de Hollande a très tôt basculé, au point de faire de lui le président le plus impopulaire de la V^e République. Sa cote dégringole en particulier auprès des ouvrierEs et des précaires,

SUITE PAGE 2



Agenda

21-22-23 mars, soirées de solidarité avec le peuple grec.

Projection du film documentaire « Catastroïka » en présence du co-réalisateur Aris Chatzistefanou.

- 21 mars à Grenoble : RV à 20h 15 au cinéma Le Club, 9 bis rue du Phalanstère.

- 22 mars à Lyon : RV à 18h à l'université Lyon 2, campus Berges du Rhône, 4 bis rue de l'Université.

- 23 mars à Bobigny : RV à 18h à l'espace Maurice Nilès, 11 rue du 8 Mai 1945.

22-23 mars, solidarité avec Cajamarca.

- 22 mars : film et table ronde eau et extractivisme, RV à 21h à la Maison de l'Amérique latine, 217 bd St-Germain, Paris 7^e, M° Solférino.

- 23 mars : soirée interculturelle, RV à 18h30 à l'espace Comme vous émoi, 5 rue de la Revolution 93100 Montreuil, M° Robespierre.

23 mars, journée nationale d'action pour la santé, à Vire (Calvados).

Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité contre la fermeture de la maternité et pour exiger l'arrêt de toutes les restructurations. Départ d'un bus depuis Paris : inscription : cn.sec@orange.fr

28 mars, Rencontre de la librairie La Brèche: Soeuf auteur de « La Rage entre les dents », Paris.

RV à 18h à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, M° Daumesnil.

● ● ● SUITE DE LA PAGE 1

et dans les catégories classées les plus traditionnellement à gauche, comme les enseignants. Impopularité et mécontentement qui viennent aussi de se traduire dans les urnes, avec l'élimination de la candidate socialiste dès le premier tour de l'élection législative partielle de l'Oise, laissant l'UMP et le FN seuls au second tour... Un avertissement sérieux qui va bien au-delà de cette seule élection.

Tout pour eux, rien pour nous !

L'impopularité de Hollande et plus généralement de ce gouvernement n'a rien d'étonnant. En effet, depuis près d'un an maintenant, il est allé de renoncement en renoncement vis-à-vis des « engagements de campagne » qui étaient déjà bien maigres. Pire, il n'a agi qu'en faveur du Medef et des plus riches, continuant et accélérant la politique de Sarkozy. Des exemples ? Cela ne manque pas : du recul devant les « pigeons » à l'accord national interprofessionnel, en passant par le vote d'un budget d'austérité qui pèsera lourd sur les services publics, à la chasse au Roms et au maintien des sans-papiers dans la précarité, jusqu'aux 20 milliards donnés au patronat, pardon, aux entreprises, au nom de la sacro-sainte compétitivité...

Alors que peut dire Hollande à celles et ceux qui ont vraiment cru au changement, à la mise en place d'une politique un tant soit peu de gauche ? Que peut-il dire face à la précarité et à l'explosion du chômage, quand aucune politique n'est mise en place pour lutter réellement contre ? Que peut-il dire face aux licenciements et fermetures de sites et d'entreprises, quand ce gouvernement recule face aux diktats des grands groupes et qu'il n'ose pas s'attaquer à la propriété privée en interdisant les licenciements ou en réduisant le temps de travail ? Que peut-il dire sur la justice sociale quand il est en train de préparer, main dans la main avec le



PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB

patronat, une nouvelle réforme des retraites, qui sera sans aucun doute une nouvelle régression ?

Qui sème la misère...

Le monde du travail, les jeunes, les retraités ou les immigrés n'ont pas besoin d'une explication de la politique menée, car ils la subissent au quotidien. Face à la hargne de classe de ceux d'en haut, aux prétentions des marchés à diriger nos vies, il faut arrêter les concessions et au contraire s'y opposer frontalement en mettant en œuvre une politique réellement de gauche, rompant avec ce système, pour répondre aux besoins du plus grand nombre. Il faut arrêter de traiter les salariés, qui se battent pour garder leur emploi, comme des voyous et des criminels, en leur envoyant les forces de l'ordre, ou de cultiver la démagogie contre les secteurs

les plus fragiles de la société, comme les récents propos de Valls contre les Roms.

Face à ce gouvernement, au Medef, mais aussi à la droite et à l'extrême droite qui attendent leur heure, il faut construire une opposition de gauche à ce gouvernement social-libéral, une opposition qui agisse dans le sens de la convergence des luttes, de la préparation d'un mouvement d'ensemble, tout en traçant la perspective politique d'un gouvernement anti-austérité qui interdise les licenciements, répartisse le travail entre toutes et tous, garantisse un salaire décent, annule la dette et mette en place un monopole public bancaire. Sous la pression de la crise sociale et politique, la situation exige des réponses à cette hauteur. Il y a urgence.

Sandra Demarcq

regards

Propos recueillis par Paul Martial



DR

Mali: « Le pays a besoin d'une guerre contre la pauvreté »

Entretien. Mardi 12 mars, le gouvernement français a annoncé un prochain passage de relais à l'ONU, avec un probable vote en avril d'une résolution sur une dite « opération de maintien de la paix ». En attendant, les opérations militaires continuent... Rencontre avec Mohamed Diarra, responsable de la section France du parti malien Sadi (Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance).

Peux-tu nous présenter Sadi ?

Sadi est un parti créé en 2001. Avant cela, c'était une association fondée en 1996, qui a évolué en parti politique. Ce parti se situe clairement à gauche, particulièrement actif dans la vie politique malienne et dans l'opposition face aux pouvoirs qui se sont succédés. Depuis 2002, Sadi se présente aux élections.

Son militant phare est le docteur Omar Mariko élu député en 2007. Au mois d'août 2012, après le coup d'État, alors que le mandat de l'Assemblée nationale est arrivé à terme, au titre de la Constitution puisque un mandat ne peut pas être prolongé, il a donné sa démission.

Quelles sont d'après toi les causes de la crise au Mali ?

Sadi ne cesse de dénoncer la corruption, les privatisations, les malversations, la collusion de certains politiques et militaires avec le trafic de drogue au nord du pays. Le problème du nord a toujours été récurrent. Nous avons tiré la sonnette d'alarme lorsque la guerre de Libye a commencé, guerre que l'on a publiquement dénoncée. Nous avons dit que notre pays serait la prochaine cible de l'impérialisme.

Donc, face au drame malien, nous n'avons pas arrêté de dénoncer cet impérialisme. Vu le taux d'analphabétisme au Mali, le niveau de méconnaissance de la vie politique, c'est un combat qui est très difficile. Ajoutons le travail de sappe des médias au service du néocolonialisme... Avant même que des islamistes ne débarquent au Mali, Sadi a défendu une solution malienne, même s'il devait y avoir la guerre, mais les

impérialistes et leurs alliés de la Cedeao ont tout mis en œuvre pour que l'armée malienne ne résiste pas. Ils ont bloqué la livraison d'armes dans les ports de la région, ils ont créé des dissensions, des conflits internes en son sein afin qu'elle ne puisse pas remplir sa mission régaliennne qui est la défense de l'intégrité territoriale du Mali. En fait, au nord, l'armée malienne a été abandonnée et livrée à elle-même. Et quand l'intervention militaire est arrivée à un moment où la population souffrait, Sadi a dénoncé tout cela, mais on ne pouvait pas aller à l'encontre de la volonté des populations qui étaient contentes de la libération.

Peux-tu faire un point sur la situation ?

Les populations sont les premières victimes. Les Touaregs constituent la majeure partie des réfugiés. Cette population a dû fuir le Mali parce qu'elle a peur d'être assimilée par l'armée malienne aux terroristes et à des djihadistes. Quand j'entends dire que le MNLA se bat pour instaurer un État de l'Azawad avec les Touaregs, je pense que le MNLA aurait pu faire l'économie de cette guerre. La population au nord est dans sa grande majorité formée des Songhaï, les Peuls, et ceux-ci n'aspirent qu'à une chose, le retour de la paix et à leur vie d'avant. On peut résoudre ce problème du nord du Mali dans une décentralisation très poussée avec des transferts de compétences, transfert de ressources de l'État pour essayer de déconcentrer l'État central. La France a fait le boulot le plus facile pour l'instant car elle n'a fait que repousser les djihadistes qui ne sont pas défauts. Ils sont dans

les grottes, dans les montagnes du massif de l'Adrar des Ifoghas le long de toute la frontière avec l'Algérie.

Quelle est votre analyse sur les djihadistes ?

Les djihadistes sont alliés avec les impérialistes, voire soutenus, ils ont les mêmes objectifs qu'eux, souvent ils travaillent ensemble. On pouvait très bien faire l'économie de cette guerre, en faisant pression sur leurs bailleurs de fonds que sont le Qatar et l'Arabie Saoudite à travers leurs mécénats. Ces pays sont des alliés stratégiques (et économiques) de la France, celle-ci aurait pu intervenir pour qu'ils arrêtent de cautionner et d'aider les djihadistes.

Nous avons toujours été contre une intervention militaire étrangère parce qu'on sait quand cela commence, mais on ne sait jamais quand cela se termine. Les djihadistes et le MNLA ont, à un moment donné, été des alliés, ils ont combattu ensemble l'armée malienne, donc on ne sait même plus qui est qui. La France demande aux autorités maliennes de discuter avec le MNLA et on ne sait pas où cela va nous mener.

Dans cette situation il y a des débats à l'intérieur de la gauche française sur la revendication du retrait des troupes françaises du Mali. Qu'en pensez-tu ?

Notre position est claire, c'est avant tout une solution malienne. On voulait une armée malienne assez forte, qui soit aidée. Son armement date des années 60 et pour se battre, il faut avoir des armes. Pendant un an de crise, la France n'a rien fait pour aider cette armée

maliennne, elle a plus créé de problèmes.

Au Mali, il y a eu tellement de hargne médiatique à l'égard de ceux qui sont contre l'intervention française au Mali que le débat n'est pas possible. Les opposants n'ont pas le droit à la parole, ils se font traiter d'apatrides, de rebelles du sud. Tout ce qui va à l'encontre de cette intervention militaire française ne passe plus dans les médias. Vu la souffrance de nos populations à cause des djihadistes, nous n'avons pas condamné l'intervention. Mais cette intervention est loin de résoudre le problème de l'effondrement de l'État. En plus, elle a permis de conforter un système, celui-là même qui a mis le Mali en lambeau. Un pays comme le Mali a besoin d'une guerre contre la pauvreté pour qu'il y ait à manger pour tout le monde. La guerre contre la misère, la pauvreté, la maladie, le manque d'éducation, cela doit être la préoccupation majeure de toutes les populations. Pour le Mali, la situation est grave, entre les forces djihadistes d'un côté et les forces néocolonialistes de l'autre.





Par Yvan Lemaitre

EXPROPRIER LES VOLEURS

Chypre connaît une brusque exacerbation de sa crise sociale et politique suite à la décision de son nouveau président, Nicos Anastasiades, d'imposer un plan dit de sauvetage, un véritable racket. Ce plan dicté par la troïka (le FMI de Lagarde, la commission européenne et la Banque centrale européenne, la BCE) visait à taxer de 6,75% toute épargne à partir de 1 euro et de 9,9% au dessus de 100 000 euros. Devant la révolte de la population, le gouvernement a été contraint de faire un geste en exemptant les épargnes de moins de 20 000 euros sans pour autant avoir la garantie que le Parlement se pliera lui aussi aux ordres de la troïka. Ces ponctions sont censées rapporter 5,8 milliards d'euros exigés en contrepartie et complément d'une aide de 10 milliards d'euros pour renflouer les banques du pays. Ces dernières sont au bord de la faillite suite à leurs aventures et spéculations financières et menacent d'entraîner toute l'économie dans leur chute. Le gouvernement de Chypre, le FMI et l'Union européenne n'ont pas trouvé mieux que de prendre dans la poche des travailleurs et des classes populaires pour les sauver. Le ministre des Finances a le cynisme de se vanter d'avoir évité « des coupes dans les salaires et les retraites ». Mensonge évident puisque la ponction concerne en premier lieu les salariés et les retraités. Les riches, les affairistes, russes ou autres, habitués à passer par les banques chypriotes pour blanchir leurs milliards en profitant du paradis fiscal qu'était Chypre, ont déjà pour l'essentiel sorti leur fortune. « Le cas de Chypre et de son secteur bancaire est unique », nous dit-on. La méthode est certes particulièrement brutale mais elle est en cohérence avec les politiques d'austérité imposées à la Grèce comme à tous les peuples d'Europe. Les classes dominantes s'approprient grâce à la politiques des États une part croissante des richesses qu'elles volent à la collectivité, aux travailleurs qui les produisent, et elles les dilapident en les jouant au casino de la finance mondialisée. À Chypre comme ici, en finir avec cette politique, c'est taxer le capital en faisant payer la dette aux financiers, en expropriant les voleurs pour créer un monopole public bancaire sous le contrôle de la population.

LOGEMENT Interdire les expulsions

Le gouvernement a reporté la date de fin de la trêve hivernale au 30 mars. Il était difficile de faire moins, vu le froid et la neige.

Ce report de 15 jours de la date des possibles expulsions souligne l'extrême précarité de celles et ceux qui sont sous le coup d'une décision de justice, qui craignent la venue de l'huissier, de la police, qui peuvent voir en un instant leur monde basculer, comme leurs affaires jetées sur le trottoir. Le 30 mars, les expulsions locatives vont pouvoir reprendre. Cécile Duflot s'était engagée à ne plus faire dépendre du froid la politique de l'hébergement. Manifestement on en est encore là !

Le prix humain et financier de l'expulsion

Les lieux d'hébergement sont saturés, particulièrement dans la région parisienne. Le 115 est une machine aveugle, qui décourage tous ceux qui s'y confrontent, qui fonctionne sur une logique qui n'a rien à voir avec les besoins des personnes qui sont contraintes d'y avoir recours. La DRIHL (chargée de gérer l'hébergement pour la région parisienne), une fois les résidences et foyers pleins, sous-traite les places d'hébergement auprès de prestataires privés, associatifs ou non, qui proposent des places d'hôtel dans les périodes creuses du tourisme : l'exclusion du logement nourrit ainsi des organismes qui assurent leurs fins de mois. Et puisque c'est géré régionalement, une famille d'Aubervilliers, banlieue nord, peut se voir proposer une nuit d'hôtel en banlieue sud pendant qu'une autre de Viry-Châtillon est affectée à Garonor, zone industrielle du nord. Inutile de dire que les conditions de vie d'une famille dans un lieu où elle n'a pas le droit de cuisiner par exemple sont particulièrement difficiles. Sans parler de vouloir emmener les enfants dans leur école. Ceci peut durer des années pour un prix exorbitant. Bref c'est la loi du marché qui prime.



MANIFESTATION CONTRE LES EXPULSIONS DE LOGEMENT, PARIS LE 16 MARS 2013. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

Avec la fin de la trêve, les places mobilisées pendant l'hiver vont être fermées. La situation va s'aggraver inévitablement, parce que les difficultés rencontrées par les familles ne vont pas disparaître avec les beaux jours et que les expulsions locatives vont reprendre. Plusieurs habitants, en Seine-Saint-Denis, expulsés d'immeubles insalubres ces dernières années et hébergés depuis à l'hôtel, ont reçu du prestataire un avis de fin de la prise en charge pour le 15 mars. Émotion, mobilisation : les pouvoirs publics interpellés garantissent qu'il n'y a aucune menace de rupture des prises en charge pour le moment. Mais la méfiance et l'inquiétude sont grandes.

Moratoire et réquisition

Les représentants de la Fondation Abbé-Pierre et de la fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale ont revendiqué un moratoire sur les expulsions locatives dans une tribune publiée le 12 mars dans *Libération*. La manifestation traditionnelle des associations mobilisées sur la question du logement samedi 16 mars revendiquait la fin de cette pratique barbare. Mais le gouvernement n'a pas voulu recevoir de délégation à cette occasion.

Autre sujet d'inquiétude : Cécile Duflot ne parle plus de réquisition d'immeubles vides. Elle avait annoncé les premières pour décembre 2012. En décembre, elle renvoyait cette perspective à la fin de la trêve hivernale. Et aujourd'hui plus rien... Les sous-préfets, qui ont été mobilisés pour établir des listes d'immeubles vides, disent aujourd'hui, du bout des lèvres, qu'il y a des difficultés juridiques. Tout cela sent le recul à plein nez.

Pas d'expulsion sans relogement

Il faut interdire les expulsions qui assassinent celles et ceux qui en sont victimes et qui coûte très cher à la collectivité. Il faut interdire les expulsions parce que le droit au logement doit être inaliénable comme le droit à l'eau et à l'énergie. C'est le seul moyen de mettre la priorité absolue sur le maintien dans le logement (ou dans un autre, sans passage par l'hôtel) et de mettre en œuvre les procédures qui existent pour le locataire (traitement du surendettement, aides...) et pour les propriétaires (assurances, fonds de garantie des conseils généraux). Refuser cette interdiction, c'est avouer être prêts à laisser grossir la foule des SDF.

JMB



CONGRÈS DE LA CGT Un grand écart politique qui passe mal

Le 50^e congrès de la CGT à Toulouse s'inscrit dans un contexte particulier : un gouvernement de « gauche » auquel la direction confédérale n'a pas ménagé son soutien et qui en quelques mois a réussi à susciter un tel mécontentement que le secrétaire général sortant ne peut faire autrement que d'exprimer son désenchantement.

Sous le précédent quinquennat, la direction confédérale avait semé la confusion en refusant de s'affirmer comme un adversaire systématique de Sarkozy, et en participant à la législation sur la représentativité syndicale. La deuxième phase fut plus classique avec la construction de la mobilisation contre l'austérité, puis avec la lutte contre la réforme des retraites. Au total, les grandes options de la politique confédérale furent mises en difficulté : le syndicalisme rassemblé – l'axe CGT-CFDT – débouchait sur l'échec de la mobilisation sur les retraites et les restructurations internes engagées depuis le début des années 2000. Résultat, la succession du secrétaire

général qui traditionnellement s'opère sans difficulté est devenue un enjeu politique trop souvent présenté comme une simple querelle de personnes. En fait, cette bataille reflétait les questions non résolues en interne et les échecs de la stratégie. Thierry Le Paon s'est trouvé être le candidat des moindres désaccords. Les grandes fédérations escomptent qu'il modère les projets de restructuration interne mettant en cause leurs prérogatives. Mais les problèmes politiques auxquels se trouvent confrontée la CGT ne pourront rester sans réponse.

Aucun cadrage politique

À l'ouverture du congrès, le discours inaugural soporifique du nouveau secrétaire

entretient toutes les ambiguïtés sur le rapport au gouvernement et la stratégie syndicale. La dénonciation des réformes de la fonction publique et notamment de l'hôpital, est la seule partie à susciter des applaudissements significatifs. Les mobilisations phares de ces derniers mois sont évoquées positivement et même soutenues, en paroles : « ce n'est pas Taylor (patron de Goodyear) qui ne veut pas de nous, c'est nous qui ne voulons pas de lui ». Mais elles ne sont pas présentées comme axe d'une stratégie.

La riposte à construire contre la validation parlementaire de l'ANI sur la flexisécurité illustre ces attermoissements : une opposition verbale mais pas de construction réelle de la mobilisation. La poursuite

de la politique du dialogue social, de la volonté réaffirmée d'un syndicalisme rassemblé sans programme sont des impasses. La mise en avant des contre-projets industriels, la mise au centre de la question du travail, du concept de sécurité sociale professionnelle et du nouveau statut du travail salarié, ne sauraient servir de stratégie.

Une demande de radicalité

Les interventions sur le rapport d'activité montrent que ce vide est largement perçu. À l'applaudimètre, les interventions dénonçant radicalement le gouvernement, reprenant les mots d'ordre de nationalisation, de rejet total du projet de loi découlant de

l'ANI, l'emportent largement. La mise en cause du syndicalisme rassemblé, jusqu'au refus de se reconnaître dans la dénonciation de la destruction d'un drapeau de la CFDT, remporte un franc succès : « Il est moins grave de brûler le drapeau d'une organisation syndicale traître que de brûler le Code du travail comme l'a fait cette organisation ». L'annonce d'une journée d'action contre la légalisation de l'ANI symbolise une impuissance qui ne répond pas aux exigences des congressistes et pourrait finir par passer pour de la complicité. La violence sociale réfractée par les militantEs ne peut se satisfaire de cette tiédeur revendicative et politique.

Robert Pelletier

MARIAGE POUR TOUS Le combat continue !

Mardi 12 février, l'Assemblée nationale a adopté la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de personnes de même sexe, avec 329 votes pour et 229 contre. Le texte sera examiné au Sénat à partir du 2 avril.

Les socialistes se targuent d'avoir fait faire un grand pas à la société... Leur hésitation et leur frilosité ont fait plutôt avancer les homophobes et les réacs. Première concession, exit l'ouverture de la PMA aux couples de femmes (légalisée pour les couples hétéros), et les trans, comme toujours, sont oubliés. Sans revenir sur les propos tenus par tous les réacs de la terre (des religieux aux politiques en passant par les « people »), le gouvernement laisse le temps aux opposants de s'organiser, de polémiquer, d'insulter les homos et les trans. Jamais une « minorité » n'aura été autant attaquée ces dernières années, hormis peut-être les musulmans et les Roms. Et même si l'homophobie est sanctionnée par la loi, l'idée qu'une différence ne donne pas droit à l'égalité s'est répandue tranquillement. Au lieu de se sentir confiants, les homos et les trans ont dû, au mieux polémiquer, au pire faire le dos rond et encaisser. SOS Homophobie a enregistré un afflux record d'appels (plus de 30% d'augmentation) durant toute la période des débats.



Pour un mouvement antihomophobe

Avec le vote devant le Sénat, les homophobes continuent leur logorrhée. Un des derniers exemples est Sarkozy lui-même en nostalgie de vedettariat : « Avec leur "mariage pour tous", la procréation médicalement assistée, la gestation pour autrui, bientôt ils vont se mettre à quatre pour avoir un enfant. Et, plus tard, quand il demandera qui sont ses parents ? On lui répondra : "désolé, il n'y a pas de traçabilité" (...) Le sujet du moment, c'est la traçabilité du bifteck. Tout le monde veut savoir s'il y a du cheval dans ce qu'on mange ». (Dans Valeurs actuelles, le 7 mars).

Les partisans de la si mal nommée « manif pour tous » se préparent à défiler le dimanche 24 mars et à faire sit-in. Frigide Barjot affirme : « on ne partira pas tant qu'il ne se passera pas quelque chose », « nous resterons jusqu'à être entendus ». Nous entendons nos ennemis. La question est de s'organiser pour les combattre. Pour cela, un « mouvement antihomophobe » constitué d'associations, politisées ou non, avec diverses radicalités, s'est déjà formé le 27 janvier dernier. Il s'agit de continuer ensemble.

Manue Mallet

FRONT DE GAUCHE Le ton monte...

Depuis quelques semaines, par voie de presse, sur internet, voire dans des réunions publiques, ça chauffe entre dirigeantEs du Parti de gauche et du Parti communiste. Budget, prochaines élections municipales, positionnement par rapport au Parti socialiste... les occasions ne manquent pas. Derrière les mots, les maux.

« Plus l'échec du PS devient patent, plus les appareils s'arcbutent pour essayer de marginaliser la voix d'une alternative à gauche. Pour cela tous les moyens sont bons. Et tous les relais sont bienvenus (...) Diviser le Front de gauche ne mènera nulle part ceux qui en ont fait leur fonds de commerce. Il leur reste à apprendre que sa majesté PS ne permet pas à ses commensaux mieux que de manger à la table des domestiques. » Celui qui s'exprime ainsi est Jean-Luc Mélenchon à propos de ses ennemis du moment, à savoir Olivier Dartigolles, porte-parole national du PCF, et André Chassaigne, président du groupe du Front de gauche à l'Assemblée nationale. Ambiance... Depuis plusieurs mois, les coups de semonce contre la politique du PS, avec le verbe toujours très haut du co-président du Parti de gauche, sont sous le feu de la critique des dirigeantEs du PCF, beaucoup plus soucieux de ne pas se couper de la rue de Solferino à quelques mois des élections municipales. Abstention ou chaise vide sur le vote du budget d'austérité du gouvernement, abstention sur la loi d'orientation sur l'école sur fond d'opposition des enseignantEs et des parents à la réforme des rythmes scolaires, rapprochement avec la gauche du PS via le club de Marie-Noëlle Lienemann, « gauche d'avenir »... Le PCF n'économise aucun effort pour tenir les deux bouts : exprimer le rejet populaire de la politique de Hollande et Ayrault, tout en prenant la peine de « ne pas creuser de



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

fossés à gauche », pour reprendre les mots de Dartigolles dans le journal Libération.

Les urnes comme révélateur

La raison de toute cette agitation, c'est que les grandes manœuvres ont commencé... sur le terrain électoral.

Au-delà du blabla des textes de congrès – celui du PCF est passé il y a quelques semaines, celui du PG a lieu en ce moment – le Front de gauche, en particulier ses deux principales composantes, va se retrouver en plein cœur de ses contradictions originelles. Dans beaucoup de collectivités locales, de municipalités en particulier, les dirigeantEs du Front de gauche, issuEs du PCF dans leur quasi-totalité, sont plongéEs au cœur de la cogestion libérale sous hégémonie socialiste. Et ça se voit ! Ainsi, lors d'une réunion publique à Toulouse, devant des participantEs et des salariéEs de Sanofi et de Pilpa méduséEs, le secrétaire fédéral du PCF 31 et le responsable national communiste de l'intervention en direction des entreprises ont défendu tous les deux la bonne gestion municipale des éluEs communistes, dénigrant au passage les luttes et les tentatives de convergence...

Au menu de 2014 donc, au premier tour des élections municipales une autonomie annoncée des listes du Front de gauche... sauf dans la plupart des villes où le PCF cogère avec le PS. Et pour le second tour, jusqu'où iront les accords pour battre la droite ? En critiquant à juste titre les politiques d'austérité menées par les gouvernements européens, mais en refusant de se donner pour ici une orientation afin de construire une opposition politique unitaire au gouvernement Ayrault, le Front de gauche va continuer un numéro d'équilibriste difficilement supportable pour ses militantEs et pour certaines de ses composantes politiques. Jusqu'à quand ?

Manu Bichindaritz

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

Attaque en règle contre les pensions

Les signatures syndicales du protocole sur les retraites complémentaires du privé vont légitimer une nouvelle contre-réforme des retraites de base versées par la Sécurité sociale. Le recul de ces deux régimes obligatoires et par répartition pourrait inciter ceux qui le peuvent à souscrire à des retraites individuelles et privées. Une aubaine pour les fonds de pension.

Pendant trois ans, le montant des retraites complémentaires ne suivra plus l'inflation. Au 1^{er} avril 2013, il ne sera revalorisé que de 0,5% pour les cadres et de 0,8% pour les autres salariéEs du privé. La part patronale et la part salariale des cotisations augmenteront de 0,1% en 2013 et 2014. Pour les régimes de base, elles ont déjà augmenté sur les salaires en dessous du plafond (3086 euros par mois) de 0,2% au 1^{er} novembre 2012 et seront à nouveau relevées de 0,5 point au 1^{er} janvier de chaque année jusqu'en 2016. Une « contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie » de 0,30% prélevée sur les pensions des retraités imposables entrera aussi en vigueur au 1^{er} avril de cette année.

Toutes ces mesures vont porter un coup au pouvoir d'achat, notamment des retraitéEs. Officiellement, la hausse des prix devrait se limiter à 1,75% en 2013. Mais chacun se rend compte que ce sera probablement bien plus.

Il n'y a pas de problème de financement !

Le gouvernement a demandé à une commission un nouveau rapport pour juin, et envisage divers « leviers » pour les régimes de base : agir sur la durée de cotisation, le niveau des prélèvements et le montant des retraites. L'âge légal de départ en retraite à 62 ans en 2017 pourrait être avancé dès 2015. Le Medef surenchérit : « Tous nos voisins ont choisi, à l'horizon 2035 ou 2040, de reculer

l'âge légal de départ à 66 ou 67 ans », a déclaré Laurence Parisot au Figaro.

Toutes les confédérations syndicales, signataires ou non de l'accord, s'accordent à dire qu'il y aurait un problème de financement en raison de l'augmentation du nombre de retraitéEs. Mais les licenciements réduisent le montant global des cotisations. Et surtout le partage des richesses entre le capital et le travail a nettement évolué ces trente dernières années en faveur du capital. La part des profits s'est envolée, passant de 27,3% de la valeur ajoutée en 1981 à 33,8% en 1990, puis s'est stabilisée depuis. Le vrai problème, c'est bien celui de la répartition des richesses.

S. Bernard

PRISONNIERS POLITIQUES BASQUES Liberté pour Ines Del Rio

La doctrine Parot¹ est une mesure scélérate de l'État espagnol visant à appliquer la prison à vie aux prisonniers politiques basques.

Le Tribunal suprême espagnol a décidé, le 28 février 2006, d'appliquer les réductions de peine aux prisonniers basques au cas par cas, et non plus sur le maximum légal autorisé pour les réclusions à perpétuité, qui était de 30 ans en Espagne selon le code pénal de 1973. Le militant d'ETA, Henri Parot, en a été la première victime.

En 1995, le code pénal a été réformé. Les remises de peine ont disparu et les maximums ont été fixés à 20, 25 et 30 ans, les délais de libération conditionnelle étant au 2/3 et

3/4 de la peine. Les changements les plus importants ont eu lieu avec le Code pénal de 2003, avec pour objectif principal de réduire les droits des prisonniers politiques et d'ouvrir la voie de l'application de la prison à vie. Ce nouveau code pénal a fixé à 40 ans la durée maximale d'incarcération pour les cas de « terrorisme » !

Injuste et illégal

Depuis, cette doctrine a été appliquée à 93 prisonniers politiques basques. Parmi

eux, 16 sont sortis en ayant effectué en sus de leur condamnation l'allongement de peine résultant de l'application de la doctrine, mais 73 sont toujours incarcérés. Un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme de juillet 2012, qui a statué sur le cas de la détenue Ines Del Rio, en plus d'affirmer qu'il faut qu'Ines soit immédiatement remise en liberté, constate que cette doctrine est illégale et qu'elle bafoue les droits fondamentaux.

Le 12 mars dernier, le ministre de l'Intérieur

espagnol a déclaré que le gouvernement « respecterait » cette décision, mais il a averti qu'une telle décision constituerait une « offense au peuple espagnol ». Le 20 mars prochain, la Cour européenne des Droits de l'homme étudiera à nouveau le cas d'Ines. L'association Herrira qui lutte pour les droits des prisonniers basques appelle à la mobilisation, en particulier à Paris et à Bayonne. Nous y serons.

Pedro Carrasquedo

1. Également appelée 197/2006.



TUNISIE

À Téléperformance les salariés ripostent

L'avidité des capitalistes n'a pas de limite. Comme toutes les sociétés offshore en Tunisie, Téléperformance (TP), leader mondial des centres d'appel, a bénéficié de subventions et d'exonération d'impôts pendant dix ans et plus par l'État tunisien. Passés les dix ans d'implantation, il lui a suffi de changer de nom pour continuer à bénéficier de ces avantages...

Néanmoins, depuis plusieurs mois, les conditions de travail se détériorent de plus en plus : la santé et la sécurité des travailleurs se dégradent, les accords signés ne sont plus appliqués, la direction procède à des recrutements par copinage... Ce qui a fait déborder le vase, c'est le licenciement abusif de plusieurs salariés ayant pour certains plus de dix ans d'ancienneté! Selon une responsable du syndicat de l'entreprise, lors des dernières mobilisations, ces salariés se sont rapprochés du syndicat. La direction de TP veut-elle faire des exemples et se débarrasser d'«éléments» combatifs?

En grève de la faim

Malgré des tentatives de négociation de la part des syndicalistes de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), la direction campe sur ses positions et refuse de revenir en arrière. L'obstination de la direction a poussé cinq salariés et syndicalistes à commencer un sit-in dans les locaux de l'entreprise, le 26 février, puis trois d'entre eux sont entrés dans une mobilisation très dure le 5 mars : ils ont entamé un grève de la faim. Les patrons ont tout fait pour faire «dégager» les grévistes des locaux, puis pour les convaincre de stopper la grève de la faim. Ils ont fait appel à des huissiers, à la police, puis aux parents... jusqu'à déposer une plainte au tribunal pour occupation illégale des locaux de l'entreprise! Cette grève a donné lieu à un bel élan de solidarité. Tout d'abord de la part des salariés de TP qui ont fait des sit-in de soutien à leurs camarades, puis dans chaque centre d'appel de TP où des salariés ont observé à tour de rôle 24 heures de grève de la faim. Des communiqués de soutien ont été envoyés par des syndicats de

CENTRES D'APPEL TUNISIENS EN LUTTE



base de l'UGTT, des fédérations et des membres du bureau exécutif. Au niveau international, des courriers ont été adressés à la direction du groupe en France par SUD et la CGT pour mettre la pression sur la direction. Après de nombreux jours sans manger ni boire, la grève de la faim a été stoppée mais la mobilisation n'est pas enterrée pour autant. Le secrétaire général du syndicat UGTT de Téléperformance Ben Arous explique : «Il y a encore une forte

mobilisation sur les sites de TP. Les salariés attendent la réunion avec la direction lundi 18 mars. Nous avons entamé des discussions sur les manières de lutter autrement que par la grève de la faim, nous discutons de grève générale sur l'ensemble de l'entreprise, voire même de sit-in sur tous les centres avec occupation». Solidarité avec les travailleurs de TP en lutte pour la satisfaction de leurs revendications!
Correspondant

ALGÉRIE

Action réussie des chômeurs à Ouargla

La manifestation des chômeurs a bien eu lieu, jeudi 14 mars à Ouargla. Des milliers de personnes y ont participé pour réclamer le droit au travail, l'arrêt des poursuites judiciaires. Un succès malgré la dramatisation choisie par le gouvernement et ses relais accusant les initiateurs du mouvement des chômeurs d'obéir à des agendas extérieurs. Dans un pays indigné par le déferlement des affaires de corruption, ces « théories du complot » sont, presque, sans impact.

Ce n'était pas la «mleyounia» – la marche millionième comme l'Égypte en transition en a l'habitude – mais ils étaient, selon les sources concordantes, au moins 10000 Algériens à avoir répondu à l'appel du Comité national pour la défense des droits des chômeurs (CNDDC). Un vrai succès quand on prend en compte le contexte anxiogène qui a précédé la marche. Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, dans un manque d'humour s'apparentant à de la panique, avait choisi de dramatiser l'appel à manifester du CNDDC en le présentant sous un jour menaçant et inquiétant. Il avait mis en cause une «chardima», mot faussement neutre pour désigner, sous une tonalité péjorative policière, un «groupuscule». Les partis du pouvoir ont entonné, à leur tour, le même discours alarmiste sur de présumées visées menaçantes des auteurs de l'appel à manifester. Pourtant, en annonçant des mesures d'urgence en matière d'emploi, le gouvernement admettait déjà que les

revendications des jeunes chômeurs algériens n'étaient pas une invention d'une « officine » à l'étranger ou une manœuvre d'un parti politique d'opposition. Même la responsable du Parti des travailleurs (PT) s'est laissé aller – c'est devenu une obsession! – à lancer des accusations de manipulation extérieure pour provoquer un « printemps... ». Le fait que des députés du FFS aient pris langue avec les chômeurs et leur ont exprimé leur soutien a suscité également d'aberrantes explications par le complot. À l'instar de Wahid Bouadallah, ancien PDG de la CNEP et d'Air Algérie et député FLN, qui a vu dans les protestations de «simples problèmes économiques et sociaux que l'on internationalise politiquement». Il a accusé nommément le FFS de «brouiller les cartes dans le sud» en utilisant son influence dans ses wilayas notamment à Ouargla et Gharadaïa. «Il y a, a-t-il affirmé, des parties étrangères qui veulent que l'Algérie entre dans le marécage du chaos».

Dangereux retard de mise à jour
Ce discours alarmiste et hyper-patriotique sonne particulièrement creux dans une Algérie choquée par le flux d'informations sur le versement de pots-de-vin impliquant de hautes personnalités et qui suscitent un grand embarras au sein du régime. La quasi-criminalisation de l'action du Comité des chômeurs et son insertion dans un fumeux complot extérieur – l'usage de Facebook? – est apparue pour de nombreux observateurs comme une tentative d'allumer des contrefeux. Les révélations venues d'Italie ou du Canada confirment que la corruption est structurelle et systémique. C'est devenu une évidence qui rend caducs les discours répétitifs sur la « menace extérieure » et la « main de l'étranger ». Le succès de la manifestation de Ouargla qui s'est déroulée dans le calme et dans une bonne organisation réduit à sa dimension purement propagandiste ces assertions de manipulations étrangères. Ce sont des jeunes Algériens qui ont usé d'un droit à

l'expression, que le pouvoir algérien persiste à contester, pour exprimer des revendications reconnues «légitimes» même par les adeptes de la langue de bois conspirationniste. Ils l'ont fait avec mesure, sans excès, mais avec une détermination qui montre que le discours de l'intimidation «nationaliste» ne fonctionne plus; et que la « mise à jour » au sein du pouvoir tarde dangereusement à se faire. Quinze chômeurs seront jugés le 26 mars à Ouargla pour «attroquement non armé». A Laghouat, quatre chômeurs ont écopé de deux mois de prison – dont un mois ferme – pour avoir manifesté devant l'Agence nationale pour l'emploi. C'est sans doute la raison qui pousse les jeunes chômeurs à ne pas baisser la garde. Jeudi soir, certains envisageaient de poursuivre le mouvement sous l'aspect d'un sit-in ouvert pour maintenir la pression sur le pouvoir.
Salim Rabia

Publié sur le site internet : <http://www.maghrebemergent.com>

FSM À TUNIS Le second souffle ?

12 ans après le premier Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil, et après Dakar en 2011, l'édition 2013 du plus grand rassemblement altermondialiste régulier aura lieu à Tunis du 26 au 30 mars.

C'est évidemment un symbole fort que soit choisi le pays d'où est partie, il y a un peu plus de deux ans, l'étincelle qui a lancé un processus de révolution au Maghreb et au Machrek, et dont le bouillonnement est loin d'être achevé. C'est d'autant plus important que la dynamique de convergence des mouvements sociaux et citoyens cherche un second souffle, sous les coups de l'offensive capitaliste féroce qui n'épargne aucun lieu ni aucun domaine : social et économique, démocratique et environnemental. La réussite de ce FSM est donc un enjeu important pour toutes celles et ceux qui se mobilisent contre la mondialisation financière, ultralibérale et sécuritaire, pour affirmer qu'un autre monde est possible. Ce FSM sera ouvert le mardi 26 mars par une grande marche populaire sous le signe de la «dignité» en référence à la révolution tunisienne de janvier 2011. Recherche d'alternatives et de moyens de lutter plus efficacement, seront au programme des très nombreux ateliers et des «assemblées de convergences» prévues les 27 et 29 mars. La question palestinienne sera très présente, et au centre de la manifestation populaire finale du samedi 30 mars, à l'occasion de la «journée de la terre».

Solidarité avec la révolution

La société civile tunisienne, les femmes, les diplômés chômeurs, les travailleurs avec l'UGTT, les sans-papiers africains en Europe se sont inscrits pour apporter leur voix à ce brassage d'expériences et de volonté de changer concrètement le monde. Ils contribueront sans doute à bousculer les quelques pesanteurs inhérentes à un événement qui, en se répétant, présente naturellement une tendance à l'institutionnalisation. Signalons également le problème que représente selon nous le maintien à l'écart du programme des organisations politiques en tant que telles... Le NPA, dont les militants sont implantés dans les diverses branches du mouvement social, sera pourtant bien présent. Nous participerons également les 23 et 24 mars à la Rencontre méditerranéenne contre la dette organisée par le Front populaire tunisien, et qui se conclura par un grand meeting où interviendra entre autres Olivier Besancenot, contre la dette et l'impérialisme, en solidarité avec la révolution tunisienne et ses organisations aujourd'hui attaquées.

Jacques Babel



Qu'est-ce que l'écosocialisme?

Nous reprenons l'explication de Michael Löwy¹: «C'est un courant de pensée et d'action en rupture avec l'idéologie productiviste du progrès (dans sa forme capitaliste et/ou bureaucratique) et opposé à l'expansion infinie d'un mode de production et de consommation destructeur de la nature (...) C'est une tentative originale d'articuler les idées fondamentales du socialisme marxiste avec les acquis de la critique écologique».

Être écosocialiste c'est faire le lien entre la transformation des rapports de production, de l'appareil productif, des modèles de consommation dominants et la sauvegarde des équilibres écologiques de la planète. En effet, l'affaire climatique nous rappelle qu'aucun projet émancipateur ne peut faire l'impasse sur la prise en compte des limites et des contraintes naturelles. Être écosocialiste implique de poser les bonnes questions. Celles proposées par Daniel Tanuro sont fondamentales:

- de quels biens et services avons-nous besoin?
- que devons-nous produire, comment, en quelles quantités?
- qui va décider?
- dans quel environnement voulons-nous vivre?
- comment prendre en compte les impacts de nos choix sur la biosphère?
- quelles seront les conséquences de ces choix, comment les gérer? etc.

Qui dirige?

Nous ne pouvons faire l'impasse sur ces questions qui posent la nécessité d'une transformation

radicale de la société et la redéfinition d'un nouveau projet, d'un choix de civilisation et osons le mot, d'une nouvelle utopie.

Être anticapitaliste ce n'est pas seulement exproprier les possédants, collectiviser les moyens de production, mettre en place la planification économique, c'est aussi prévoir le contrôle démocratique organisé pour permettre à la population elle-même de prendre les décisions qui la concernent et d'en contrôler les effets.

En aucun cas ce contrôle ne pourra être fait par l'État. L'exemple de l'URSS et de sa planification étatique et bureaucratique nous rappelle que l'État ne peut être neutre. Seul l'exercice du pouvoir de décider, de contrôler par la population est la garantie d'une gestion réellement démocratique. Une divergence que nous avons avec le Parti de gauche de Mélenchon pour qui l'État est le garant de l'intérêt général.

1. Michael Löwy, *Écosocialisme: l'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, éditions Mille et une nuits, 2011.

2. Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, éditions La Découverte, 2010.

Redéfinir une alternative au capitalisme

L'analyse que nous faisons du capitalisme nous conduits à penser qu'il n'est pas compatible avec la dimension écologique de la crise.

En effet, le capitalisme cherche à faire profit de tout. De par sa propension au toujours plus de profit, il génère une accumulation de biens, de produits qu'il faut vendre, même s'ils sont inutiles, même s'ils polluent, même s'ils détruisent...

Le capitalisme cherche à faire rentrer dans la sphère marchande un maximum de biens. Même ceux qui sont indispensables à l'entretien de la vie, comme l'eau, sont sources de profit. Les multinationales de l'eau qui accaparent ce bien vital et siphonnent nos factures l'ont bien compris. C'est pourquoi, sans la suppression de la propriété privée des moyens de production, sans l'expropriation des grands groupes capitalistes, nous nous heurterons toujours à la liberté et au pouvoir des possédants, des propriétaires de capitaux prêts à produire n'importe quoi, toujours plus, où ils veulent, comme ils veulent, quand ils veulent, en fonction des profits escomptés. Les laisser faire nous conduirait à la barbarie. Nous reprenons volontiers le slogan de Rosa Luxemburg «socialisme ou barbarie» auquel nous ajoutons le préfixe «éco» qui s'impose aujourd'hui et qui nous oblige à redéfinir un nouveau projet de société.

Voilà pourquoi nous divergeons avec les écologistes qui refusent de remettre en cause le capitalisme, de pointer ses responsabilités écrasantes dans le dérèglement social et climatique subi par la majorité des populations, et qui acceptent des arrangements avec le système. Un écologiste ne peut qu'être anticapitaliste. Tout comme un anticapitaliste ne peut qu'être écologiste.

Répondre à la crise climatique, sociale et économique

L'écosocialisme repose sur la satisfaction des besoins sociaux tout en préservant l'écosystème qui permet à notre espèce d'exister. La publicité en créant des besoins artificiels n'a pas sa place dans ce système. Les vrais besoins sociaux sont ceux qui existent en l'absence du lavage de cerveaux que constitue la publicité.

De nouvelles formes de démocratie doivent émerger pour pouvoir rendre le pouvoir aux travailleurs tout en permettant à l'ensemble de la société de participer aux choix de production. Les écosocialistes préconisent d'exproprier les grands groupes capitalistes, d'étendre les services publics aux domaines du logement, de l'énergie, de la santé, de l'éducation, des transports... pour sortir du système marchand tout ce qui est nécessaire à nos vies. Nul ne doit pouvoir faire du profit avec ce qui est indispensable à l'entretien de la vie. Le tout avec des garanties de fonctionnement réellement démocratique.

Le capitalisme est en bout de course et ne permet pas de relever les défis actuels posés par la crise climatique, sociale, économique. «Un autre monde est possible», ce slogan est plus que jamais d'actualité. La tâche des écosocialistes est de regrouper toutes celles et tous ceux qui n'ont pas renoncé à combattre le capitalisme et à fonder les bases d'une autre société fondée sur la satisfaction des besoins sociaux et non des profits d'une minorité de prédateurs, tout en prenant en compte les limites de la planète.

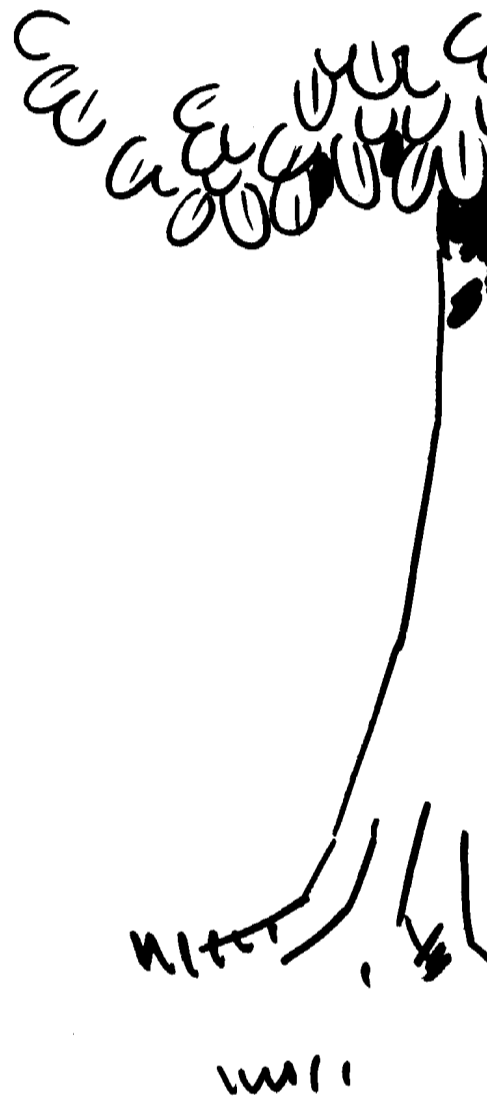
ÉCOSOCIAL OU BARBARIE

Dossier réalisé par la commission nationale écologie du NPA

Éliminer tout ce qui pourrait nos vies, instaurer de nouveaux modèles de société qui ne soient plus basés sur l'exploitation et l'aliénation, rechercher le bonheur, n'est-ce pas là ce qui motive tous les anticapitalistes?

L'exploitation capitaliste revêt de multiples formes. Qu'elle s'exerce sur les lieux de travail ou à domicile, qu'elle soit pratiquée par les États ou par des firmes multinationales, qu'elle s'opère sur les hommes, les femmes, les enfants, les animaux ou sur la nature, l'exploitation est inscrite dans les fondements même du capitalisme.

Seule une augmentation coûte que coûte des profits, et donc de la rentabilité et de la compétitivité, peut permettre au système capitaliste de survivre. Cette logique de croissance infinie de la production ne peut que mener à une exploitation de plus en plus destructrice. La classe dominante n'a que faire de la dégradation des conditions de vie de l'immense majorité des êtres humains et de la destruction progressive de la biosphère. Lutter contre le capitalisme implique de prendre en compte toutes ces formes d'exploitation et oblige à investir tous les terrains où elles s'exercent. Sortir de ce système est maintenant une urgence absolue, à l'heure où nous assistons au réchauffement climatique, et à ses conséquences catastrophiques, et à un écocide tel que la Terre n'en a pas connu depuis la disparition des dinosaures. L'écosocialisme permet de répondre à cet impératif.



Leur écologie et la nôtre

Europe écologie les Verts: de renoncements en reniements...

EÉLV a opéré un glissement à droite en passant un accord de gouvernance avec le PS, parti social-libéral productiviste et pronucléaire, et a renié de fait une grande partie de son programme. Dans les collectivités territoriales où, depuis des années, leurs élus sont aux affaires avec le PS (et le FDG), ils cogèrent le système, sans heurts. Et ce ne sont pas les mesurette type Agenda 21 qui feront oublier leurs renoncements.

Mais leur participation au gouvernement Hollande a acté une étape supplémentaire dans la droitisation de leur mouvement car ils ont accepté, au nom de la solidarité gouvernementale, de la recherche de notabilité, d'abdiquer sur leurs revendications. De la même manière qu'un réformiste pense pouvoir défendre les droits et les enjeux sociaux dans le cadre du système capitaliste, les tenants de l'écologie politique tels Cohn-Bendit, de Rugy, Duflot prétendent que le capitalisme peut relever les défis

écologiques. Ils partagent les mêmes platitudes libérales que Yann Arthus-Bertrand, Nicolas Hulot et autres businessmen vert pâle.

Or, ce que l'on nomme le «capitalisme vert» est une arnaque. Le système les absorbe tous sans difficulté, mais sans que cela change quoi que ce soit en profondeur à sa nature et à son pouvoir de nuisance. EÉLV en arrive même à soutenir l'intervention militaire française au Mali, en refusant d'y voir une défense des intérêts géostratégiques et économiques des multinationales comme Areva. Refuser de voir que le marché est responsable et que seules des initiatives publiques, des entreprises publiques, des nationalisations par expropriations sont indispensables, c'est se bercer d'illusions et donner des coups d'épée dans l'eau. Nous n'oublions pas pour autant tous les militants et sympathisants d'EÉLV qui rejettent la dérive droitiste de leur parti, avec qui nous partageons les discussions et les luttes.

ISME RIE!

La transition énergétique

Incompatible avec ce système

L'ensemble de la classe politique cherche aujourd'hui à récupérer l'idée de la nécessaire transition énergétique. Il devient en effet évident qu'au vu de l'épuisement des énergies fossiles, des catastrophes climatiques et des pollutions massives entraînées par la surexploitation du pétrole, du gaz et du charbon, ainsi que des catastrophes nucléaires, les peuples prennent de plus en plus conscience de l'urgente et absolue nécessité de revoir nos comportements en la matière. L'énergie bon marché a permis l'essor du capitalisme industriel. En nous attaquant au secteur de l'énergie, c'est donc au capitalisme auquel nous nous confrontons.

Si tout le monde s'accorde sur la nécessité de la transition énergétique, bien des conceptions différentes se cachent derrière les discours. Pour tous les partis de gouvernement, trouver de nouvelles sources de profit immédiat et de croissance dans le cadre capitaliste est une évidence, ce qui rend bien vaines leurs incantations à la «réduction de notre consommation» ou au nécessaire «développement des énergies renouvelables». Leurs discours sont contredits par leur volonté affichée d'exploiter les gaz de schiste ou autres hydrocarbures non conventionnels ou encore par le renforcement de la place du nucléaire. L'augmentation continue de la production et de la consommation, inhérente à la recherche de la croissance à tout prix, est incompatible avec une baisse de la consommation d'énergie.

Ainsi, le Grenelle de l'environnement, qui selon Nathalie Kosciusko-

Morizet portait en lui une «véritable révolution énergétique», envisageait la production en solaire de 5 misérables TWh à l'horizon 2022 (sur les 510 TWh consommés en France). Plus grave, le schéma Négawatt repris par EELV et une partie de la gauche (Alternatifs, PG), n'est pas plus ambitieux en la matière. Et ce n'est pas mieux pour l'éolien. Quant à la «sobriété énergétique», c'est devenu une véritable tarte à la crème qui ne résiste pas aux chiffres réels de consommation dont la hausse ne se dément pas.

Transition ou loi du profit, il faut choisir!

Il est révélateur que, mis à part dans le plan de sortie du nucléaire en 10 ans proposé par le NPA¹, aucun mouvement politique ne propose le moindre plan chiffré, ni pour le développement des énergies renouvelables ni pour la décroissance de notre consommation. Il est bien évident que nous qui voulons renverser le capitalisme, nous pouvons nous exprimer sans tabous et sans

censure, notre parole n'étant pas bridée par la compatibilité avec la recherche du profit. C'est pourquoi les écosocialistes révolutionnaires osent proposer l'expropriation sans indemnité ni rachat des grands groupes de l'énergie, l'exploitation exclusivement publique de la ressource énergétique, des unités de fabrication à la distribution, sous contrôle absolu des travailleurs du secteur et des usagers. Nous proposons également la plus large relocalisation possible de la gestion de l'énergie, sans renoncer à une nécessaire mutualisation de l'approvisionnement et du stockage, ni à la planification énergétique. En ce sens, les énergies renouvelables, disponibles partout et en grande quantité, sont un formidable vecteur d'expérimentation démocratique, un pont vers l'indispensable nouvelle société seule à même d'empêcher la catastrophe planétaire: l'écosocialisme.

1. <http://www.npa2009.org/content/8-pages-npa-comment-sortir-du-nucléairepdf>



La question agricole

Gaspillage des terres et épuisement des sols

L'artificialisation des terres a privé, l'an passé, l'agriculture française de 82 000 hectares de terres cultivables. Étalement urbain, infrastructures de transport, zones commerciales et grands projets inutiles contribuent à la perte de l'équivalent d'un département français tous les 7 ans. Par ailleurs, des terres ingrates mais autrefois utilisées sont abandonnées.

C'est la déprise agricole qui touche les endroits les plus inadaptés à l'agriculture intensive. Aujourd'hui, nous cultivons moins de surface que sous la Révolution française... Le prix du foncier agricole est devenu prohibitif. Les meilleures terres sont bien sûr très convoitées, mais la spéculation est attisée par les cours soutenus des céréales sur le marché mondial et par le soutien indéfectible de l'Union européenne aux plus gros exploitants par le biais des primes. Cela empêche les jeunes paysans de s'installer, pousse à la concentration et à la désertification des campagnes. Mais la qualité des terres n'est plus au rendez-vous. Des décennies d'agriculture intensive ont épuisé la fertilité et le potentiel productif des

terres arables, amenant, petit à petit, à des rendements décroissants. Pour nombre d'agriculteurs productivistes, la terre n'est qu'un support: il suffit de «nourrir» les plantes à coup d'engrais et de les «protéger» avec des pesticides (fongicides, insecticides, désherbants...). À cette conception à courte vue s'ajoutent des méthodes de travail catastrophiques: labours profonds, remembrement et destruction des bocages, sols nus et épandages massifs de lisier en hiver, monoculture, disparition de la polyculture-élevage, cultutage des prairies en labours, spécialisation à outrance, élevage hors-sol, gigantisme, drainage, irrigation... La situation est alarmante.

Pérenniser l'agriculture et la préservation des écosystèmes

La France est le 42^e pays du monde en terme de surface mais le n°1 en Europe et le n°3 dans le monde en terme d'utilisation de pesticides. Les conséquences pour notre environnement, notre santé et la qualité de nos aliments sont gravissimes. Pour que l'agriculture soit véritablement durable, sorte de l'impasse productiviste, il convient de réformer définitivement les pratiques agronomiques les plus néfastes. Le but est de restaurer la capacité des terres à un certain équilibre (humus, microflore et faune du sol) indispensable pour y faire prospérer harmonieusement végétaux et animaux. C'est précisément le fondement de l'agrobiologie, seul modèle qui permette à la fois de partager l'outil agricole, la richesse produite, et d'assurer la pérennité de l'activité paysanne et des écosystèmes.



Le Parti de gauche: des avancées mais quelle démocratie?

Le PG a organisé des assises sur le thème de l'écosocialisme. Le PG propose de réelles avancées en rupture avec le productivisme qui ne doivent pas manquer d'animer les débats au sein du FdG dominé par un PCF productiviste et pronucléaire. Si nous partageons bon nombre de constatations sur la dégradation constante de l'environnement, sur l'épuisement généralisé des ressources et sur l'exploitation commune des humains et de la nature, nous divergeons sur les propositions de sortie de la crise écologique.

Le PG recommande de partir des besoins réels de la population et de sortir de la loi du profit. Mais qui décidera des besoins? Quelles procédures contre les tendances bureaucratiques? Que produire? Qui va trancher ces questions? Pour le PG, c'est l'État qui serait le garant de l'intérêt général. On sait que ces illusions débouchent inévitablement sur une pratique parlementariste visant à prendre le contrôle de l'État,

une voie réformiste qui n'assure en rien la sortie du capitalisme. Aucune réforme ne convaincra jamais l'armée, la police, la magistrature, les hauts fonctionnaires... de collaborer à une politique impliquant le contrôle ouvrier et citoyen généralisé. De fait, rien n'est dit sur la nécessaire lutte anti-étatiste et antibureaucratique et les moyens d'assurer les prises de décisions par la population elle-même. Nous divergeons sur ces questions avec le PG qui défend la République avec ses colonies, son budget militaire et sa force de frappe atomique.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / ROMAIN HINGANT



AMIANTE

Le préjudice d'anxiété

50 000 à 100 000 décès de travailleurs de l'amiante recensés entre 2005 et 2025. Ce chiffre donne toute l'ampleur du problème. Mais au-delà des salariés malades, des dizaines de milliers d'autres vivent avec l'inquiétude de développer un cancer.

Ayant travaillé dans des établissements utilisant de l'amiante, bénéficiaires de l'ACAATA (Allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante), ils/elles font l'objet d'un suivi médical et craignent à chaque scanner d'apprendre qu'un cancer mortel s'est développé.

Le préjudice d'anxiété est reconnu devant les prud'hommes, et par exemple a été indemnisé par la cour d'appel de Bordeaux à hauteur de 7 500 euros pour chacun des plaignants, anciens salariés de l'Ahlstrom à Bergerac, puis confirmé par la Cour de cassation. Un nouvel arrêt de la cour de cassation le 4 décembre 2012 n'impose plus « que l'état anxigène soit poussé à son paroxysme par des contrôles médicaux récurrents », la seule exposition à l'amiante étant jugée suffisante.

Plus que trois mois pour demander réparation

En effet, sous l'effet de la loi du 17 juin 2008 instaurant une prescription de principe de cinq ans en matière civile, la porte des tribunaux va se fermer le 17 juin prochain pour toutes les salariées de l'amiante qui ont quitté leur entreprise depuis plus de cinq ans, soit la quasi-totalité d'entre eux. Le gouvernement exclut de revenir sur la prescription.

Il est urgent, comme sont en train de le faire un certain nombre de syndicats et comme le préconise l'Andeva (Association nationale de défense des victimes de l'amiante) d'engager les procédures devant les prud'hommes avant cette date. Alors vite, avant le 17 juin 2013, engageons des milliers de procès pour faire reconnaître le préjudice d'anxiété.

Dominique Malvaud

Andeva : tél. 01.41.93.73.87

e-mail : andeva@wanadoo.fr

Permanence téléphonique du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

CRISE **Les riches encore plus riches**

Entre 2008 et 2010, les 10 % les plus pauvres ont perdu 520 millions d'euros, alors que les 10 % les plus riches se sont enrichis de 14 milliards. Les mesures fiscales de Hollande ne changeront pas vraiment la tendance.

Malgré la crise, le revenu global des Français continue à augmenter mais ce n'est pas vrai pour tout le monde. C'est ce que montrent des chiffres de l'Insee récemment publiés par l'Observatoire des inégalités (www.inegalites.fr). Entre 2008 et 2010 (dernière année connue), le revenu global des ménages, après impôts et prestations sociales, s'est accru de 23,8 milliards d'euros, inflation déduite. Si la richesse était équitablement répartie, chaque tranche de 10 % aurait donc dû recevoir 2,4 milliards, soit une hausse de 1,7 %. Mais cette richesse a été captée par une minorité. Entre 2008 et 2010, les 10 % les plus pauvres ont vu la masse globale de leurs revenus baisser de 519 millions d'euros, soit -1,1 %. Les 30 % les plus pauvres touchent au total 3,2 milliards d'euros en moins... Pendant ce temps, les 10 % les plus riches ont accru leurs revenus de 14 milliards sur cette même période, soit +4,3 %...

Au total, 70 % de la population a vu son revenu disponible baisser, stagner ou augmenter faiblement. L'explication en est simple : les ménages d'ouvriers et d'employés supportent le plus la montée du chômage et la stagnation de leurs salaires. Par contre, les revenus du patrimoine ont un poids important dans les ressources des 10 % des plus riches : ils représentent 26 % du revenu disponible de ces ménages et progressent plus vite que les salaires. Les plus riches ont aussi profité des réformes fiscales de la droite : baisses de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur la fortune et des droits de succession.

Pas de changement sous Hollande

Les données les plus récentes ne sont pas disponibles mais tout laisse à penser que la même tendance a continué à se manifester en 2011 et 2012. Et ce ne sont pas les mesures prises par



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / BABAR

Hollande qui vont l'annuler. En fait, les mesures ciblent plutôt les hauts revenus vont au total seulement équilibrer celles touchant plutôt les bas et moyens revenus.

Par son importance, la principale mesure fiscale est une augmentation de la TVA de 6 à 7 milliards qui s'appliquera en 2014 et est destinée à financer le crédit d'impôt pour les entreprises : 20 milliards d'euros. La TVA est un impôt proportionnel sur la consommation et inversement proportionnel aux revenus. Elle pèsera donc beaucoup plus sur les bas revenus. Même si elle a des justifications, l'élévation de la taxation de la bière et du tabac (+ 500 millions d'euros) va dans le même sens. Le gel du barème de l'impôt sur le revenu en

2013 (+ 1,2 milliard d'euros) pèse aussi sur les revenus moyens et pas seulement les plus élevés. En face, les hauts revenus vont supporter de l'ordre de 7,4 milliards d'impôts : intégration des revenus du capital dans le barème de l'impôt sur le revenu (2,2 milliards), réforme de l'impôt sur la fortune (1 milliard), tranche de 45 % à l'impôt sur le revenu (0,4 milliard), CSG sur les revenus de patrimoine (2,6 milliards), et droits de succession (1,2 milliard).

Ces évaluations (basées sur les chiffres officiels) restent pour une part incertaines mais au total, au mieux les plus riches contribueront autant que les autres, du moins sur ce qu'ils déclarent...

Henri Wilno

HARIBO (UZÈS) **Le « confiseur voyou »**

Décidément, Haribo (à Uzès dans le Gard) et ses patrons locaux et allemands – groupe racheté il y a quelques années – continuent à faire parler d'eux. Après « l'affaire Jean-Christophe » et le désaveu par la direction du travail qui les a obligés à faire marche arrière (voir Tout est à nous n°178), voilà qu'ils remettent ça en refusant de payer aux travailleurs la totalité de la prime de production annuelle (environ 3 000 euros) pour l'année 2012.

Il faut savoir que le groupe Haribo (qui a une autre usine à Marseille) fait de gros profits, tant en chiffre d'affaire – en hausse – qu'en bénéfice net. Mais voilà, il faut d'abord servir les actionnaires... Les salariés ne l'entendent pas de cette oreille et depuis deux semaines, les débrayages journaliers, organisés par poste, se multiplient et désorganisent durablement la production.

Paternalisme et menaces

Judi 14 mars au matin, les salariés ont organisé une AG sur le parking du site pour faire le point et envisager la suite des événements. Il semble bien que la direction ne soit



DR

pas si sûre de son coup. Pour preuve, le directeur du site a cru bon de s'inviter à cette AG pour y prendre la parole (avec l'accord des grévistes) afin d'expliquer que les actionnaires commandent, que c'était incontournable et même qu'il fallait faire attention à d'éventuelles délocalisations... Rien que ça ! Cette intervention a au moins le grand mérite d'être claire : le décor est posé et les travailleurs savent bien maintenant à quoi s'en tenir.

Le paternalisme est toujours d'actualité pour le « confiseur voyou ». L'arrogance et le chantage patronal sont aussi monnaie courante : à chaque conflit social, la menace, la stigmatisation, l'entretien de la culpabilité et du « si vous continuez à faire grève... » sont de rigueur.

Les salariés ne veulent pas lâcher le moins du monde, la grève se poursuit et les négociations se sont ouvertes lundi 18 mars. Ils savent aussi qu'ils peuvent compter sur le soutien inconditionnel du NPA.

Correspondants

DROITS DES FEMMES **Les menaces continuent**

Les restructurations des centres IVG s'accroissent et accentuent les menaces qui pèsent sur le droit des femmes à disposer de leur corps. À Lyon Sud, la restructuration est effective depuis le 12 novembre 2012. Une 2^e restructuration s'ajoute désormais à la 1^{re}.

Un des deux services de gynécologie, contenant les quatre lits dédiés aux IVG, va fermer par « manque d'activité ». En réalité, le « manque d'activité » ainsi argumenté par la direction, relève d'un manque d'accueil directement imputable aux restructurations, l'infirmière effectuant seule à la fois l'accueil et les consultations !

Le Collectif de défense de l'IVG dans le Rhône a appelé à un rassemblement le 22 janvier dernier devant les Hospices civils de Lyon, qui a regroupé 150 personnes. Un prochain rassemblement est prévu le 27 mars. Il faut construire une mobilisation pour s'opposer aux politiques d'austérité qui ont des conséquences très concrètes sur la vie des femmes : la détérioration des

services publics remet en cause le droit à l'avortement, en rendant son accès de plus en plus difficile. L'arrivée du PS au pouvoir a permis quelques avancées, notamment le remboursement de l'IVG à 100 % mais le gouvernement continue une politique remettant en cause l'accès à l'IVG. Face à cette urgence, nous devons imposer par nos luttes nos

revendications : des emplois de titulaires pour répondre aux besoins, des CIVG autonomes, avec un personnel dédié, formé et volontaire, et la réouverture des CIVG fermés. Nous revendiquons le droit à disposer de nos corps et refusons d'être une variable d'ajustement pour le système capitaliste.

Céline Lyon

BRUXELLES **Contre l'austérité et la privatisation de la santé**

Le 14 mars, à l'occasion de la réunion des chefs d'État et de gouvernement européens, s'est tenue à Bruxelles à l'initiative de la CES (Confédération européenne des syndicats) une manifestation européenne contre l'austérité.

Malgré le froid et la neige, 15 000 participantEs ont défilé et se sont rassemblés au Parc du Cinquantenaire. Cette mobilisation intervient dans un contexte de fortes mobilisations sociales en Belgique et dans le cortège se retrouvaient des délégations combattives des salariés en lutte d'ArcelorMittal et de Caterpillar. Cette manifestation avait aussi un caractère international marqué par la présence de délégations visibles de la CGT française venues des régions frontalières, mais aussi de syndicats et mouvement sociaux d'Allemagne, du Portugal, de Pologne...



PHOTOS DR

Défense de la santé publique

Le «Réseau européen contre la marchandisation et la privatisation de la santé», qui regroupe des syndicats, mouvements sociaux et partis de différents pays d'Europe, avait décidé d'être présent le 14 mars pour insister sur l'importance des attaques contre la protection sociale, les systèmes publics et les travailleurs de la santé, dans le cadre des politiques d'austérité européenne. Une action spécifique précédant la manifestation a rassemblé des syndicalistes de la CNE (syndicat des employés de la centrale chrétienne

CSC), un large collectif syndical et associatif de Belgique, la «plate-forme santé et solidarité», une centaine de camarades polonais des syndicats OZZPIP (syndicat national des infirmières et sages-femmes) et «Août 80», une cinquantaine de militants de la Fédération SUD-santé-sociaux, des représentantEs de mouvement sociaux de Catalogne et d'Allemagne... et des militantEs du NPA ! Une délégation a été reçue par des adjoints de commissaires européens, qui ont expliqué bien

comprendre les problèmes, mais se sont dits impuissants... car la santé, dans l'Union européenne, c'est l'affaire des États !

Construire les mobilisations et les campagnes

Le lendemain s'est tenue la 5^e réunion du réseau fondé en 2011 à Amsterdam. Elle a permis de discuter des mécanismes qui permettent à l'Europe libérale de peser sur les politiques de santé des États, confirmant la similitude des attaques

dans chaque pays. Le réseau a décidé de poursuivre son action dans les mois qui viennent, en prenant en compte les élections européennes, à l'occasion desquelles il sera nécessaire d'interpeller les candidatEs ainsi que les institutions européennes sur le bilan de leurs politiques et sur un cahier de revendications cohérentes et communes dans les différents pays.

La nécessité de poursuivre les mobilisations a également été rappelée, le réseau n'ayant pas vocation à être un simple groupe de pression sur les institutions européennes. Ce sera le rôle des campagnes de soutien aux luttes qui se mènent actuellement dans différents pays, notamment en Grèce, dans l'Etat espagnol ou en Pologne.

J.C. Delavigne



ARCELORMITTAL Amère sortie de l'hiver

« Sans 20 mois de combat, on en serait au plan social. On a évité le pire. » C'est en ces termes que, pour la CFDT, Édouard Martin tire un bilan d'étape. Vraiment, le pire a-t-il été évité ?

Le plan Ayrault-Mittal, un plan effectivement sans « plan social », a-t-il sauvé quoi que ce soit ? Rien n'a été évité, surtout pas le pire, car c'est un « plan social » à peine déguisé. S'applique aujourd'hui très exactement ce que Lakshmi Mittal voulait imposer. Bilan : casse de 629 emplois liés à la fermeture des hauts-fourneaux, de centaines d'emplois d'intérimaires qui s'en vont, casse massive de l'emploi difficilement chiffrable chez les 160 soustraitants et 350 cotraitants (chiffres donnés par la CGT).

La question de la propriété a été posée

C'est sans aucun doute là l'acquis principal de la lutte. Il a beaucoup été question de « nationalisation », même si le débat a été souvent confus. Les militants du NPA ont porté cette idée d'appropriation collective comme « passage obligé ». La soumission aux intérêts de Mittal ne va pas sans poser problème au gouvernement : c'est qu'il faut rendre la choses présentable... Aussi, voilà Lakshmi Mittal lui-même « convoqué » le 17 avril devant nos députés, et « sommé de s'engager » ! Il se dit qu'il en a presque perdu le sommeil...

Fernand Beckrich

PSA AULNAY

La grève résiste

La grève a passé son deuxième mois... et résisté aux intempéries qui ont provoqué un jour et demi de chômage partiel à Aulnay. La neige n'a refroidi ni la colère ni la détermination des grévistes. Ils ont continué les collectes et les discussions avec leurs collègues présents mais sans boulot à l'usine.

Un des objectifs de la semaine a été la préparation du Comité central d'entreprise réuni par la direction lundi 18 mars. Tant que les procédures juridiques contre le PSE ne sont pas conclues par la justice (procédure engagée par SUD PSA qui passera au TGI de Paris début avril et peut ensuite aller en appel), la direction ne peut pas faire voter les délégués centraux. Ce qui ne l'empêche pas de vouloir démontrer la légitimité de son plan en redemandant l'avis des syndicats qui l'ont déjà donné le 12 février dernier, histoire d'essayer de saper le moral des salariés et de légitimer son projet devant le tribunal.

L'enjeu pour les grévistes était donc d'obtenir un maximum de signatures de non-grévistes pour faire la preuve que le plan ne passe pas auprès des salariés concernés, même si des délégués syndicaux centraux le votent. Ces discussions ont permis d'obtenir un millier de signatures, soit une bonne partie des présents sur le site d'Aulnay en fin de semaine (entre les malades et les problèmes de transports liés aux intempéries, il y avait énormément d'absents).

Quelles perspectives pour renforcer la grève ?

Les grévistes ne sont pas isolés, et la direction est loin d'emporter l'adhésion des non-grévistes qui ne sont pas dupes, d'autant que les salariés qui ont accepté un transfert temporaire sur Poissy com-

mencent à raconter que ce n'est pas ce qui était attendu. Cela a obligé trois délégués de la CFDT à refuser le PSE avec les délégués de la CGT, alors que la CFDT avait pourtant annoncé son soutien. Le problème, c'est que la grève ne se renforce pas en interne (environ 300 grévistes devant le siège de PSA pendant le CCE), et que les perspectives d'extension aux autres sites ou de convergence avec les autres salariés touchés par des plans de licenciements ne sont pas évidentes. En effet l'exemplarité d'une grève, aussi déterminée soit-elle, ne crée pas un mouvement, dans la situation actuelle en tout cas.

La convergence ne peut donc être qu'une politique volontariste construite par des contacts entre équipes militantes, en prenant en compte les rythmes propres de chacune des mobilisations. En effet, il est clair que les directions syndicales ne feront rien pour initier une extension des luttes en cours et construire leur convergence. En congrès cette semaine, la CGT a même oublié d'inviter les grévistes d'Aulnay ! Les équipes militantes ne pourront compter que sur elles-mêmes et sur leur capacité à offrir de manière concertée des objectifs politiques communs aux différentes luttes : interdiction des licenciements, partage du travail, augmentation des salaires. La question qui nous est posée est comment avancer ensemble pour les défendre.

CorrespondantEs

ACCORD À RENAULT

Les dégâts du dialogue social

Mercredi 13 mars, les syndicats CFE-CGC, CFDT et FO ont validé, par leur signature, l'accord de compétitivité que leurs élus avaient approuvé lors de la réunion du Comité central d'entreprise tenu la veille. Un accord qui devrait s'appliquer à tous les établissements de Renault ainsi qu'à ses cinq filiales industrielles.

Àcette occasion, ils avaient d'abord voté contre une résolution des représentants CGT rappelant qu'un accord de groupe ne pouvait pas se substituer aux accords d'entreprise existants, ni aux accords d'établissement, sauf clauses plus favorables pour les salariés. Si les travailleurs s'attendaient aux signatures de la CFE-CGC et de la CFDT, beaucoup ont été surpris par la signature de FO, au lendemain des manifestations contre l'Accord national interprofessionnel au côté de la CGT. À l'usine de Cléon, cette prise de position a déjà entraîné une avalanche de démissions, dont celle de son secrétaire général. Une assemblée de militants décidera prochainement la dissolution ou non de sa section locale.

Contrat de dupe

Cet accord qui prévoit une augmentation minimale de 6,5% du temps de travail, la

refonte du système d'épargne temps, le gel des salaires pour 2013 et la destruction de 7500 emplois d'ici 2016 est à durée indéterminée. En revanche, Renault ne s'engage que jusqu'à la fin 2016 à ne pas fermer de site industriel français. Et encore, à la condition que les accroissements de volumes prévus par l'accord – une hausse de 33% par rapport à 2012 – soient au rendez-vous. Dans le cas contraire, l'accord prévoit déjà que si « des engagements majeurs ne pouvaient être tenus, un point de la situation sera fait dès 2014 » pour « tirer les conclusions nécessaires notamment pour ce qui concerne la réversibilité de telle ou telle disposition » !

De fait, il n'y a que Montebourg pour voir dans cet accord qu'il présente comme gagnant gagnant « la préservation définitive de l'ensemble des sites industriels et de leur capacité productive »...

Régis Louail



Les comités en action!

Villeurbanne (69) : succès du meeting avec Olivier Besancenot. Sous le mot d'ordre «*Construisons une opposition de gauche*», le NPA 69 a organisé vendredi 15 mars un meeting avec Olivier Besancenot et des acteurs et actrices de luttes sociales. Plus de 160 personnes étaient présentes, dans une salle pleine à craquer. Des camarades ont fait un point sur la SNCF et la grève à Oblique AZ, l'éducation nationale, l'écologie. Une militante du Planning familial est intervenue pour le collectif de défense de l'IVG à Lyon. L'intervention d'Olivier Besancenot a donné lieu à un échange dynamique avec la salle, notamment autour du militantisme : que faire face aux attaques du gouvernement et du patronat, comment militer à son échelle et faire le lien avec d'autres luttes... Ont été abordées notre rapport aux institutions, les services publics et le rôle de l'État. Les interventions de la salle et la conclusion d'Olivier ont laissé place à l'idée qu'une autre société est possible et nécessaire, que chacunE d'entre nous en est unE militantE potentielLE. Une vingtaine de personnes ont laissé leur contact, et nous allons très vite leur proposer une réunion ouverte sur ces questions.

Le NPA du Nord à l'école anticapitaliste de printemps en Belgique. Le week-end des 15, 16 et 17 mars s'est déroulée à Nieuwpoort en Belgique la 3^e école anticapitaliste de printemps organisée par nos camarades de la LCR-SAP belge. Quelque 120 personnes ont participé cette année à ces journées, soit davantage que l'année précédente. Une rencontre sous le signe de l'internationalisme puisque, outre les camarades belges, il y avait aussi beaucoup de camarades et d'intervenants venant d'autres pays (Québec, Philippines, Syrie, Portugal, Italie, Grèce, Allemagne...) et également bien sûr des camarades du NPA du Nord-Pas-de-Calais. Outre le meeting internationaliste qui a ouvert ces deux journées et demie, les débats, organisés en parallèle, avec un meeting le samedi soir sur «*les femmes contre la crise*», ont été riches et nombreux : situation en Asie, révolutions arabes, rôle de l'Allemagne en Europe, convergence des luttes dans le sud de l'Europe, médias, agrobusiness, néolibéralisme et sexualité... Les discussions ont aussi bien sûr concerné la situation en Belgique, avec notamment un débat entre le PTB et la LCR-SAP sur comment, face au social-libéralisme, faire émerger une nouvelle force politique capable de présenter une alternative de société et sur quelles bases. Un autre atelier a également débattu du nationalisme flamand et de son projet ultralibéral. Un vrai succès donc et un week-end riche en enseignements. Rendez-vous est déjà donné pour une nouvelle édition l'an prochain.



Tarbes (65) : non au 8 licenciements au CFA. Les salariéEs administratifs du Centre de formation des apprentis de Tarbes ont appris que la moitié du personnel allait être licenciée. 8 postes sur 17 sont supprimés... dans le cadre d'un licenciement prétendument économique. Comme d'habitude le prétexte pour licencier, c'est un «*déficit*» de 52000 euros. En février, une réunion avait entériné les noms, et les 8 viennent donc de recevoir la lettre les convoquant à l'entretien préalable au licenciement. L'intersyndicale CGT-UNSA a organisé plusieurs rassemblements de protestation. Aujourd'hui elle propose à toutes les organisations syndicales, associatives et politiques de créer un collectif contre ces licenciements. Lors d'un rassemblement qui s'est tenu le samedi 16 mars, beaucoup d'organisations ont répondu positivement, dont le NPA, et une réunion aura lieu très vite pour organiser la campagne. À suivre...

campagne emploi

Allier : trois usines en lutte contre les licenciements

La fonderie DMI de Vaux, près de Montluçon, va-t-elle devenir le symbole des luttes inabouties face à la vague actuelle des fermetures d'usines et des licenciements? Un peu comme un autre sous-traitant automobile New Fabris, à Châtellerault, le fut il y a trois ans? Son sort n'est pas différent de celles de dizaines d'autres, allant de 10 salariés à 300 au plus, qui sont menacées à travers le pays. Des centaines peut-être, les comptes ne sont jamais faits qu'après coup. En 2012, 266 exactement sites industriels ont été rayés de la carte.

DMI est sorti de l'anonymat, parce qu'exaspéréEs, les salariéEs ont menacé de faire sauter l'usine (voir *Tout est à nous!* n°183). Du coup, ils ont eu droit à l'intérêt des médias nationaux, voire internationaux, ce que le fait d'être passés entre les mains de trois repreneurs et d'un effectif de 800 à un peu moins de 170 en dix ans, puis menacés de fermeture complète depuis 9 mois, ne leur avait pas permis. Cette menace, et leur mobilisation depuis des mois, leur a sans doute valu aussi de voir les juges leur accorder à une ou deux reprises un sursis, avant de décider la liquidation judiciaire. Mais jeudi 14 mars, la décision est tombée : le seul repreneur qui restait en lice était accepté même s'il prévoit de ne garder que 30 ouvriers... Plus de 130 des DMI restent donc sur le carreau. Les DMI n'ont pas encore fini de faire parler d'eux. Ils maintiennent leur revendication d'une prime extra-légale de 50000 euros pour les licenciésEs. Mais leur combat est encore plus difficile... en

tout cas s'ils continuent à le mener seuls. Ils partagent pourtant un objectif avec des centaines de milliers d'autres travailleurs : garder un emploi. Rien que dans l'Allier, un de ces départements sinistrés industriellement (mais aujourd'hui quel département peut prétendre qu'il ne l'est pas), deux autres usines de la même taille sont sous la même menace immédiate.

Grève à la serrurerie JPM, près de Moulins
Le jour même où DMI passait devant le tribunal, à Arvermes, près de Moulins, à quelques dizaines de kilomètres de DMI seulement, JPM une serrurerie industrielle de 160 salariéEs était en grève depuis 10 jours contre les licenciements décidés par le groupe Assa Abloy à qui JPM appartient, et contre une délocalisation proposée... à Troyes, à 400 kilomètres. À JPM, ce n'est même pas le manque de boulot, au contraire, qui sert de prétexte pour restructurer. La volonté d'augmenter les profits suffit. On comprend l'exigence de

80000 euros de prime extra-légale pour ceux qui devraient quitter la boîte.

Meeting des Candia à Saint-Yorre

Toujours dans l'Allier, et toujours ce même 14 mars, la centaine d'ouvrierEs de la laiterie industrielle de Candia Saint-Yorre, menacée de fermeture avec deux autres sites français de la même entreprise (une soi-disant coopérative, voir *Tout est à nous!* n°181), organisait un nouveau meeting de protestation. Depuis des mois ils ont multiplié rassemblements et grèves. Le même jour, trois boîtes en lutte, à quelques dizaines de kilomètres de distance... Des boîtes certes dites «*moyennes*», mais qui se renforceraient l'une l'autre si elles se retrouvaient ensemble, pourraient même sans doute faire bouler de neige. Et si les boîtes phares comme PSA, Goodyear ou d'autres voulaient bien mettre leur poids dans la balance...

Flore Esse

Succès de la fête anticapitaliste parisienne



Près de 700 personnes ont participé samedi 16 mars à la deuxième fête anticapitaliste du NPA Paris. Dans une ambiance conviviale se sont enchaînés débats politiques, spectacle musical pour les enfants et concert apprécié par toutes les générations avec Shein-B et Z.E.P. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILLO

Une vingtaine d'organisations étaient présentes pour tenir des stands ainsi que des salariéEs en lutte de PSA et Virgin. Dans les débats, plusieurs sont intervenus, notamment Jean-Pierre Mercier (CGT PSA), Sylvain Alias (SUD Virgin), Juliette Poirson (l'association Survie) et Maitena Thicoype (le parti basque Sortu). Cette fête a eu lieu dans une nouvelle situation politique avec l'élection d'un gouvernement de «*gauche*» qui

accélère sur tous les fronts l'offensive capitaliste. Nous avons pu revenir, en présence d'un public attentif, sur la mobilisation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, sur la nécessité de se battre pour le retrait des troupes du Mali, sur les politiques de régression sociale dans le secteur de la santé et de la protection sociale et sur la continuité avec le gouvernement précédent en matière de répression des militants politiques et syndicaux.

Stratégie pour les luttes

Moment fort de la journée, la table ronde a permis d'échanger et de confronter différentes approches stratégiques dans les mobilisations contre les licenciements et la casse des services publics. Comment aller vers la grève dans une série de secteurs, comment construire la convergence des luttes, quelle réponse face aux politiques du gouvernement et du patronat? Autant de questions que nous devons

continuer à approfondir dans les mois qui viennent.

Au-delà de la participation en nette augmentation par rapport à l'édition précédente, le succès de la fête vient de l'investissement important des comités et des militantEs de la fédération qui s'est traduit par une ambiance détendue et festive. Voilà qui donne confiance pour faire encore mieux en 2014.

Correspondant

ROMAN **Celtic games**

Roi du Matin, Reine du Jour, Ian McDonald, traduit par Jean-Pierre Pugi, Folio SF, Gallimard, 2012, 608 pages, 9,10 euros

Par ses récits de grande ampleur, à la construction maîtrisée et sans surcharge ni fioritures, Ian McDonald s'est assurée une renommée justifiée et une moisson régulière des divers prix littéraires décernés dans sa discipline, tout en brouillant subtilement les frontières des genres auxquels il s'attaque.

Il nous en donne un nouvel exemple avec ce *Roi du Matin, Reine du Jour*, estampillé « Fantasy » en couverture : en cette année 1913, alors que l'Irlande est mise en ébullition par les mouvements indépendantistes, la famille Desmond est confrontée à des phénomènes étranges. La fille Emily, baignée par sa mère dans les mythes celtiques que le mouvement irlandais et les poètes, tels Yeats, remettent au goût du jour, se perd dans la compagnie des farfadets, gnomes et autres fées qui peuplent le bois de Bridestone, sur la propriété familiale. De son côté, le père est obnubilé par une comète que ses relevés et observations présentent comme une sorte de véhicule spatial, preuve de l'existence d'une civilisation extraterrestre, avec laquelle il se met en devoir de communiquer. Rationalisme scientifique contre romantisme littéraire, esprit critique contre rêverie poétique, l'auteur joue des oppositions, sème des indices et instille le doute. Car ces premiers événements auront d'importantes répercussions que Jessica Caldwell comme Enye McColl, descendantes de la famille, devront affronter.

Mythes passés et contemporains

Malgré quelques longueurs dans les deux premières parties, la curiosité du lecteur est suffisamment éveillée pour passer outre et se laisser entraîner par un tempo qui s'accélère et une mise en scène qui gagne en nervosité. McDonald délaisse alors korrigans et satyres pour des incarnations plus contemporaines de nos mythes et nos peurs. Tout à la fois véritable divertissement et jeu littéraire, revisitant les incontournables du genre – quêtes, initiations, monstres issus d'expériences interdites, mondes parallèles et guerrière urbaine revêche –, l'ouvrage est également une exploration de notre relation aux mythes et à l'imaginaire, qui strates après strates structurent une bonne partie de notre relation au monde et à l'humanité. Loin des clichés, cette exploration se teinte de théorie critique : « Nous avons créé un monde pseudo-féodal rassurant et stérilisé de trolls, d'orques, de mages, de chevaliers, de guerrières aux seins aussi plantureux que leurs armures sont succinctes et de Maîtres du Jeu ; un monde où le mal est personnifié par des hordes de méchants gobelins qui veulent envahir le pays



des gentils hobbits et non par la famine dans la corne de l'Afrique, l'esclavage des enfants dans les ateliers philippins, les caïds de la drogue colombiens, une économie de marché sans aucun garde-fou, les polices secrètes, la destruction de la couche d'ozone, la pornographie infantine, les snuff's movies, le massacre des baleines et la déforestation des tropiques ».

Divertissant et intelligent, n'hésitez pas !
Henri Clément

Cinéma

LA PORTE DU PARADIS

DE MICHAEL CIMINO (1980).

Avec Kris Kristofferson, Isabelle Huppert, Christopher Walken, John Hurt...
3h36. Ressortie en salle le 27 février.



Trente-trois ans après, le dernier grand film indépendant d'Hollywood ressort... En 1890, dans le Wyoming, longtemps après avoir éliminé les Indiens, de riches éleveurs anglo-saxons s'opposent à la conquête anarchique du territoire américain par les immigrants d'Europe centrale. Ils engagent des mercenaires pour les éliminer. Toute la corruption originelle et criminelle de la création de l'État prédateur américain est révélée dans ce chef-d'œuvre qui fut, en 1980, ardemment boycotté par les autorités dites « intellectuelles » américaines et européennes. Cimino, il est vrai, ils avaient déjà été obligés d'applaudir son *Voyage au bout de l'enfer* contre la guerre au Vietnam mais, là, dénoncer les crimes de la formation de l'État moderne américain, c'en était trop pour eux !

Pourtant, quelle puissance dans le triangle amoureux qui plonge le marshall James Averill (Kris Kristofferson, chanteur folk toujours engagé quand Dylan avait déjà enterré sa contestation) défenseur des immigrés, le tireur d'élite au service des possédants Nate Champion (Christopher Walken) et Isabelle Huppert, la prostituée pour la défense des immigrés. Et oui, c'était ça l'Ouest américain. Champion fait prendre conscience à Ella du danger qui guette les migrants, et avec le marshall Averill, ils vont organiser avec succès la résistance des gueux. C'est le président américain lui-même qui donnera l'ordre à la Garde nationale d'en finir avec cette révolte.

Toute la saveur du film réside dans les premières images du film où, 20 ans plus tôt, le futur marshall Averill et Billy Irvin (John Hurt) l'un des grands éleveurs de la province échangent sur leurs espoirs d'une Amérique démocratique et ouverte, tandis que d'autres images prémonitoires défilent, montrant les immigrés entassés sur les toits des trains ou des chariots partir vers l'Ouest. L'État américain s'est fondé dans le sang des innocents mais la nouvelle sortie de ce film sans concession nous donne l'espoir de changer le monde.

Sylvain Chardon

EXPOSITION

L'ÉCOLE DE SHANGHAI (1840-1920), Peintures et calligraphies du musée de Shanghai
Musée Cernuschi, 7 avenue Vélasquez, Paris 8^e, jusqu'au 30 juin
Shanghai, aujourd'hui la plus peuplée et prospère des villes chinoises, était une modeste bourgade de pêcheurs et de tisserands jusqu'à ce que la guerre de l'opium, le traité de Nankin (1842) et la révolte des Taiping y fassent affluer les plus grosses fortunes du pays et les plus entrepreneurs des commerçants européens. Ainsi se développa, autour des concessions occidentales et à portée de fusil des troupes franco-britanniques, ce qui allait devenir le principal port et centre bancaire de Chine mais aussi « le plus grand bordel du monde ». L'occupation étrangère ne fit pas renoncer lettrés et nantis à leurs loisirs traditionnels mais en infléchit l'orientation, certains se tournant vers l'archéologie et le passé national, d'autres se préoccupant d'expressions nouvelles. C'est l'un des intérêts de cette exposition, qui révèle aussi des splendeurs.

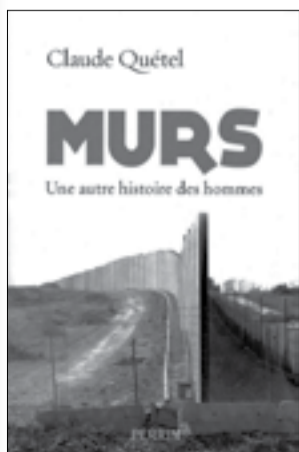
Gilles Bounoure



HISTOIRE

MURS, UNE AUTRE HISTOIRE DES HOMMES, Claude Quétel, Perrin, Paris, 2012, 318 pages, 22 euros.
Celui de Berlin, celui qui sépare les USA du Mexique, celui qui serpente entre la Cisjordanie et Israël, Claude Quétel explore l'histoire des murs et sait en quelques pages nous rafraîchir sur leurs naissances et leurs possibles disparitions. Il nous entraîne à la redécouverte de murs oubliés, celui des limes romains dont une des frontières sera le mur d'Hadrien, trace les contours du mur de la peste qui décima Marseille en 1720, évoque les barrières bien métalliques financées par l'Europe autour de Ceuta et Melilla... Comme à Chypre, bien souvent le mur sépare le riche du pauvre et, sous les raisons les plus diverses, protège du terrorisme, de l'immigration, tels ces nouveaux murs appelés Gated Communities, ces îlots sécurisés, témoignant d'une nouvelle séparation géographique entre classes.

Christophe Goby



CINÉMA

NO (2012) de Pablo Larrain avec Gael Garcia Bernal
1h57. Sortie en salle le 6 mars. 1988 au Chili. Sous la pression internationale, le dictateur Pinochet organise un référendum sur la continuité de son « mandat » présidentiel. Sous la dictature militaire et une féroce répression, la campagne s'organise principalement par des clips vidéo de 15 minutes pour le oui et pour le non. Le film ne s'intéresse qu'à ce détail, ne donnant aucun élément politique, ce qui est un peu déroutant pour tout spectateur politisé. Axé uniquement sur la difficulté de réaliser ces clips, de donner une perspective politique à la sortie de la dictature sans se tourner uniquement sur les horreurs subies, le film arrive à nous faire vivre pleinement cette aventure humaine vers la liberté. L'ambiance lourde et menaçante est bien retranscrite par la pression grandissante qui s'exerce sur les membres de l'équipe de campagne du non. Gael Garcia Bernal nous livre une fois de plus une interprétation parfaite dans ce rôle du jeune publiciste.

Thibaut Blondin




COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

librairie
la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43



S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<p>Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre</p> <p>Jeunes/chômeurs précaires <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre</p>	<p>Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre</p> <p><input type="checkbox"/> 19 € par trimestre</p>	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT _____ CODE GUICHET _____</p> <p>N° DE COMPTE _____</p> <p>CLÉ RIB _____</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p>
<p>J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :</p> <p>ORGANISME CRÉANCIER : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex Numéro spécial d'émetteur : 554755</p>		
<p>Titulaire du compte</p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Mail : _____</p>		
<p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p>		

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/>	1 an <input type="checkbox"/>
	28 €	56 €
Mensuel <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/>	1 an <input type="checkbox"/>
	22 €	44 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/>	1 an <input type="checkbox"/>
	50 €	100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/>	1 an <input type="checkbox"/>
	20 €	40 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/>	1 an <input type="checkbox"/>
	38 €	76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



NOUVEAU PAPE

Écrans de fumées

En moins de 15 jours, l'Église catholique a provisoirement résolu la crise majeure qui la secouait. Empêtrée dans des scandales aussi graves que celui des prêtres pédophiles, la corruption avérée d'importants responsables de la Curie, et la suspicion chaque jour plus précise envers la banque du Vatican qui ne serait qu'un vulgaire paradis fiscal, il lui fallait trouver rapidement une issue crédible aux yeux de millions de fidèles.

C'est le sens de la démission de Ratzinger et de la rapide transition aboutissant à l'élection du pape François. Pour cette occasion, nous avons dû une nouvelle fois supporter une incroyable OPA sur l'information de la part des médias, avec leurs flots d'experts en Vatican et autres laudateurs patentés, censés nous faire partager leur ferveur, et leur ébahissement devant «l'énorme surprise» du choix effectué par le conclave d'élire un pape argentin... et jésuite!

Plus ça change, plus c'est la même chose...

Ce choix n'a pourtant rien à voir avec une quelconque volonté de «modernisation» de l'institution, encore moins d'une rupture avec la ligne réactionnaire de Ratzinger. Âgé de 76 ans, Jorge Mario Bergoglio n'a pas hésité, dans son propre pays, à s'engager dans une bataille contre le gouvernement social-démocrate de Cristina Kirchner sur la question ô combien édifiante de la loi autorisant le mariage homosexuel... comme il l'avait fait également précédemment contre le droit à l'avortement. Il s'agit là d'un positionnement classique de la part de l'Église catholique. Mais c'est son passé complice avec la dictature féroce des militaires qui

aujourd'hui le rattrape. Proche de Vidéla, fréquentant les criminels au pouvoir, il n'avait pas hésité à dénoncer deux prêtres connus pour leur engagement auprès des pauvres, suite à leur arrestation, furent torturés dans les locaux de la tristement célèbre école militaire ESMA. Nous sommes très très loin d'une quelconque proximité idéologique avec la fraction la plus éclairée du clergé sud-américain, adepte de la théologie de la libération. La nomination exotique de ce nouveau pape vise à parer au plus pressé en dépaysant – comme on dit en jargon judiciaire – les dossiers les plus pressants. Elle entend redorer le blason d'une institution en perte de vitesse en mettant à sa tête un représentant du continent où l'Église catholique compte encore le plus de fidèles. La ligne de cette église ne saurait être autre que l'acceptation des programmes d'ajustement structurels imposés par le FMI, pas le soutien aux révoltes sociales.

Alain Pojolat

“ NO COMMENT

Je partage les propos du Premier ministre roumain quand ce dernier dit «Les Roms ont vocation à rester en Roumanie, à y retourner» (...) Les occupants de campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays...

MANUEL VALLS, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR dans *Le Figaro* du jeudi 14 mars

”

LES FEMEN

Beaucoup de bruit pour rien ?

Les Femen sont ce groupe ukrainien féminin qui s'est fait connaître pour ses actions seins nus, slogans peints sur la poitrine, et la recherche de confrontation physique. Il y a maintenant une section française qui a connu une très grande popularité médiatique ces derniers mois.

Mais les médias ont relayé leurs actions bien plus pour l'attractivité de jeunes femmes, conformes aux canons de beauté actuels et à demi-nues, et pour la violence des images de confrontation, que sur le fond politique. Le débat sur les modalités de mobilisation féministe s'est ainsi déplacé vers une question dont l'enjeu est tout de même discutable : faut-il, ou ne faut-il pas, montrer ses seins quand on est féministe et qu'on veut se faire entendre ?

Ce qui se joue ici, ce n'est pas tant l'existence, les modalités, ou les positions de cette organisation comme toute groupusculaire, mais le rapport des féministes – et des mobilisations en général – aux médias. Ainsi lors des mobilisations pour l'égalité des droits, a-t-on pu entendre *ad nauseam* que pour gagner en popularité, le mouvement devait séduire les médias, et pour cela «construire des images» ou «raconter des histoires».

Sans raccourci

Or ce rapport de soumission aux desideratas médiatiques esquivent deux éléments pourtant centraux. Le premier est que les médias ne sont pas neutres et appartiennent à des groupes capitalistes. On ne peut donc penser le rapport aux médias en occultant la réalité d'une idéologie dominante dont ils sont parmi les principaux propagateurs. Le second est de remettre en cause l'idée selon laquelle les médias sont nécessaires pour influencer l'opinion publique et ainsi faire pression sur les hommes politiques qui s'inquiéteraient de leur réélection. Car le raccourci médiatique ne permet ni de faire un travail de conviction à la base ni de créer des mouvements de masse auto-organisés, pourtant seuls à même de provoquer la prise en main de leur émancipation collective par les premiers concernés.

Chloé Moindreau

Le chiffre

99 500

C'est, d'après les chiffres définitifs publiés par l'Insee, le nombre d'emplois salariés détruits dans le secteur marchand sur la seule année 2012. La pire année depuis 2009. Industrie, construction et même services sont touchés.

Syrie Bachar dégage !



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Samedi 16 mars, dans le cadre de la semaine de solidarité avec la lutte du peuple syrien, une manifestation a eu lieu à Paris. Associations et partis politiques – NPA, EÉLV – ont dénoncé les massacres commis par Bachar et l'inaction des grandes puissances.

ÉNERGIE La carotte ou le bâton

La loi sur le «bonus-malus» énergétique votée le 11 mars, instaurera une tarification progressive sur l'électricité et le gaz en 2016. Les ménages consommant peu auront du bonus, les gros consommateurs seront pénalisés par un malus.

Le gouvernement PS-EÉLV donne ainsi l'illusion d'agir en faveur de la sobriété énergétique. Illusion, car tous les ménages n'ont pas les moyens d'isoler leur habitation. Les moins bien logés vont donc supporter les pénalités, par exemple les locataires HLM qui n'ont pas le pouvoir de choisir leur chauffage ou de décider de travaux. Une vraie politique sociale et écologique aurait commencé par lancer un programme d'aide à l'isolation pour diminuer les besoins en énergie. C'est le contraire qui est fait puisque Cécile Duflot, ministre EÉLV, a réduit de moitié son plan de rénovation des logements : 500 000 au lieu de 1 million. Et la ministre de l'Écologie, Delphine Batho, joue la voyante extralucide en annonçant que 75% des ménages auront du bonus... De plus, excepté pendant la période hivernale, la loi n'interdit toujours pas les scandaleuses coupures de gaz et d'électricité.

Pour une écologie radicale

Tant que le secteur de l'énergie sera privatisé, soumis à la concurrence, tant que les usagerEs et les salariéEs ne décideront pas de la gestion et des choix de production et de consommation, les capitalistes s'enrichiront avec nos factures, pas gênés par des gouvernements qui appliquent des mesures culpabilisantes et inefficaces.

Le NPA revendique :

– une politique écologique et sociale pour économiser l'énergie
– la production d'énergie localisée et propre, sans nucléaire ni gaz de schiste
– la réquisition des grandes entreprises du secteur de l'énergie et leur intégration dans un service public décentralisé et démocratique contrôlé par les salariéEs et la population.

Ce service public garantirait le droit à l'énergie à toutes et tous grâce à la gratuité pour les usages de base, et combattrait le gaspillage et les abus par une tarification fortement progressive.

CorrespondantEs commission nationale écologie

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC), SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : Ross Harrold
Secrétaire de rédaction : Manu Bichindaritz
Rédacteur graphiste : Ambre Bragard
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT